

CELLES QUI COMPTENT

Reconnaître la contribution considérable des femmes à l'économie pour combattre les inégalités

Note méthodologique

1 INTRODUCTION

La présente note méthodologique accompagne le rapport d'Oxfam (2020) *Celles qui comptent : Reconnaître la contribution considérable des femmes à l'économie pour combattre les inégalités*. Elle documente et décrit les estimations réalisées en interne pour le rapport dans les trois domaines suivants :

- tendances en matière de richesses et d'inégalités
- travail de soin non rémunéré
- impôts et financement des carences dans le secteur du soin.

Nous documentons les sources et les méthodes d'estimation pour chacun de ces domaines.

Icônes utilisées



La plupart des informations qu'Oxfam a utilisées pour les calculs proviennent de données ouvertes. Nous renvoyons aux sources où les données peuvent être consultées et téléchargées.



Rappels et avertissements importants.

2 TENDANCES EN MATIÈRE DE RICHESSES ET D'INÉGALITÉS

2.1 MILLIARDAIRES ET EXTRÊMES RICHESSES

Source de données

Forbes publie une liste annuelle et une liste quotidienne de la valeur nette des milliardaires dans son classement Real-Time Billionaires. Aux fins de la présente analyse, Oxfam s'est appuyée sur la liste annuelle publiée en mars 2019. À l'époque, la liste comptait 2 153 milliardaires, dont 195 nouveaux entrants. La richesse totale détenue par l'ensemble des milliardaires en mars 2019 était de quelque 8 700 milliards de dollars.

Les données sur la richesse des milliardaires sont présentées en milliards de dollars au jour/mois où l'information a été recueillie.



Forbes, liste des milliardaires en 2019

<https://www.forbes.com/>

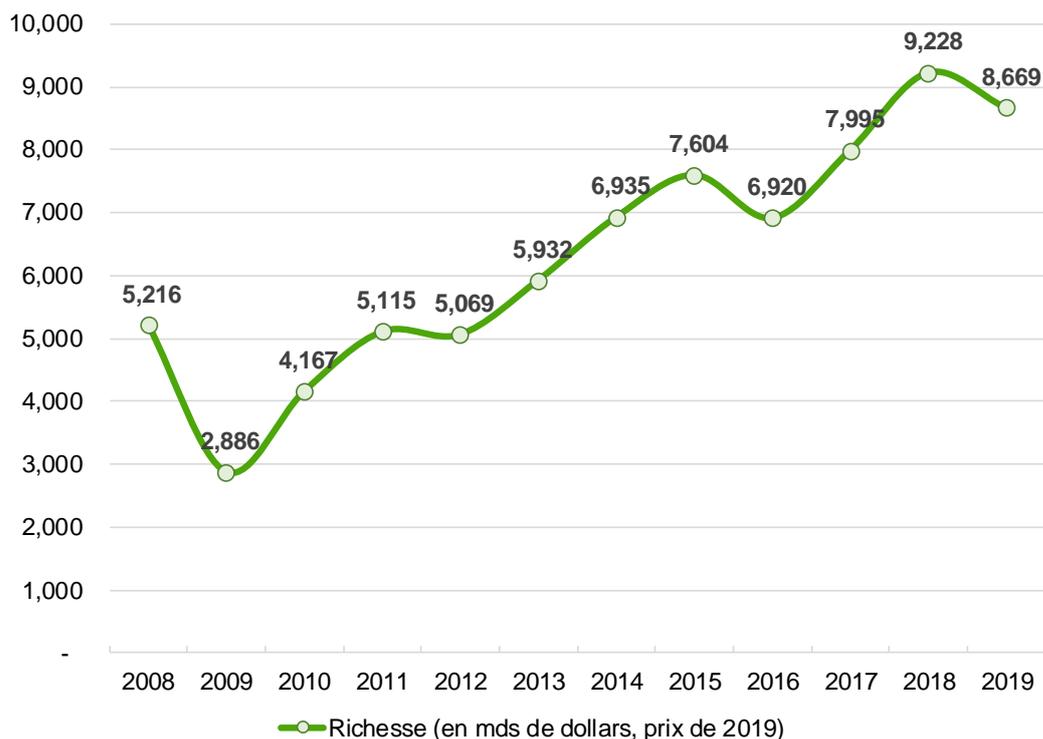
Calculs d'Oxfam

L'évolution de la richesse des milliardaires depuis 2008

- Période de référence : de mars 2008 à mars 2019
- Ajustement : valeur des richesses ajustée pour être exprimée en prix de mars 2019
- Déflateur : Consumer Price Index (CPI) du U.S. Bureau of Labor Statistics (données dans l'Annexe 1).

La richesse détenue par les milliardaires est passée de 5 200 milliards de dollars à 8 700 milliards de dollars entre 2008 et 2019 (en prix de 2019) à des taux de croissance différents. Le taux de croissance moyen pour cette période est de 7,4 % (Graphique 1).

Graphique 1. La valeur de la richesse des milliardaires depuis 2008



Ampleur de la richesse détenue par les milliardaires les plus fortuné-e-s en 2019

1. La fortune moyenne des cinq milliardaires les plus riches dans le classement *Forbes* de mars 2019 était de 90 milliards de dollars. Si une personne avait mis de côté 10 000 dollars par jour depuis l'édification des pyramides en Égypte (env. 2 500 ans avant J.-C.), elle ne détiendrait aujourd'hui qu'un cinquième de la fortune moyenne des cinq milliardaires les plus riches².
2. Si tout le monde s'asseyait sur ses propres richesses sous la forme de billets de 100 dollars empilés les uns sur les autres, la plupart d'entre nous seraient assis-es sur le sol. Une personne de la classe moyenne vivant dans un pays riche (avec un patrimoine immobilier et un fonds de pension) serait assise à la hauteur d'une chaise, tandis que les deux hommes les plus riches au monde se retrouveraient dans l'espace³.

2.2 RÉPARTITION DES RICHESSES DANS LE MONDE

Sources de données

Chaque année, le Credit Suisse publie son *Global Wealth Report*, accompagné d'un *Global Wealth Databook*. Ceux-ci contiennent des estimations de la fortune détenue par les ménages à travers le monde depuis l'an 2000. Des estimations sont disponibles pour plus de 200 pays. Toutefois, comme aucun pays ne dispose d'une source d'information unique et exhaustive sur la fortune personnelle et comme certains n'ont que peu de données de quelque sorte que ce soit à ce sujet, différentes méthodes sont utilisées pour estimer les montants des fortunes lorsque ceux-ci ne sont pas connus. Par conséquent, les estimations de richesse affichent différents niveaux de qualité (bonne/acceptable/médiocre). Malgré cette lacune, le *Global Wealth Databook* du Credit Suisse est la référence la plus complète offrant une vue d'ensemble approfondie et sur le long terme de la répartition des richesses des ménages au sein des pays ainsi qu'entre ceux-ci.

Dans sa dernière édition, des données sont disponibles pour la période 2000-2019. Comme de nouvelles données sur les richesses sont disponibles chaque année, les estimations de richesse des années précédentes ont été révisées. Cela signifie que les chiffres utilisés et cités dans le nouveau rapport d'Oxfam sont susceptibles de ne pas correspondre à ceux publiés les années précédentes.



Credit Suisse, *Global Wealth Report* et *Global Wealth Databook*. Disponibles sur :

<https://www.credit-suisse.com/about-us/en/reports-research/global-wealth-report.html>

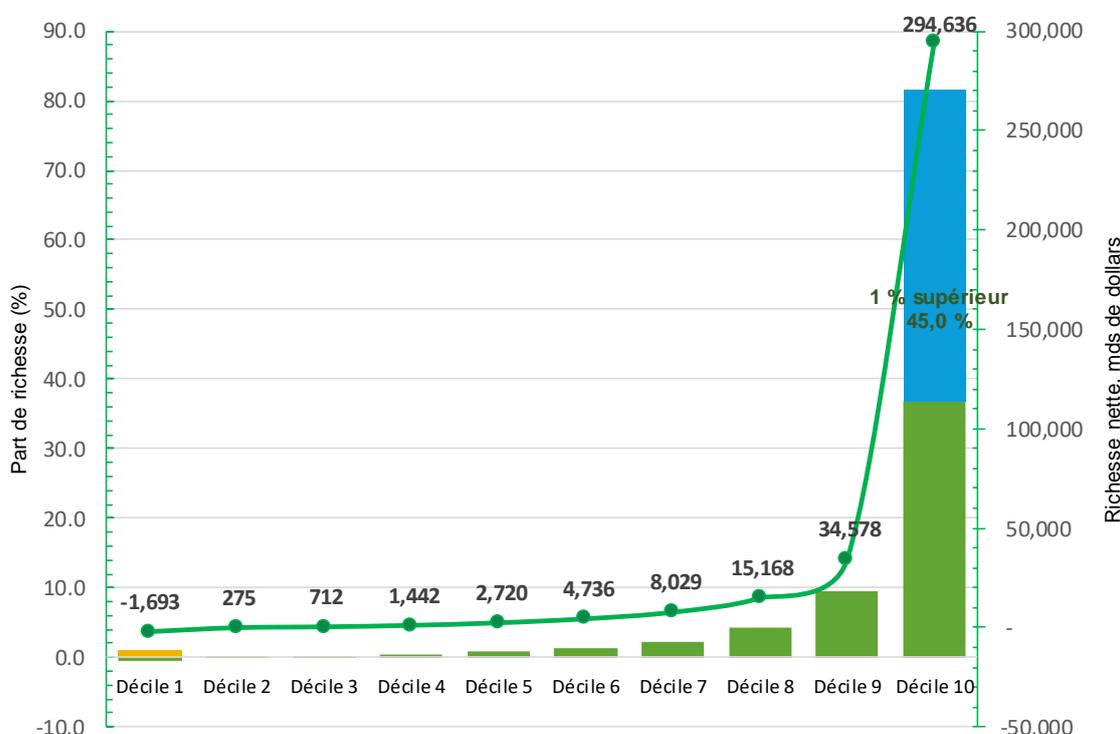
Les données sur la richesse sont présentées en valeur nominale. Pour la période 2000-2018, les données se rapportent à la valeur des richesses accumulées jusqu'au quatrième trimestre (Q4) de chaque année. Pour 2019, les données se rapportent au deuxième trimestre (Q2). Ces informations sont également disponibles pour l'année 2018. Oxfam a ajusté les chiffres selon ces différentes périodes de référence afin de convertir la valeur nominale des richesses en termes réels.

Calculs d'Oxfam

Répartition de la richesse dans le monde en 2019

En juin 2019, la richesse mondiale était largement concentrée entre les mains des 10 % les plus riches, qui en détenaient 81,7 %, tandis que les 1 % les plus riches détenaient à eux seuls 45 % des richesses du monde. Cela signifie que ce groupe possédait plus de deux fois la richesse totale de 90 % de la population mondiale, soit 6,9 milliards de personnes⁴.

Graphique 2 : Répartition de la richesse dans le monde en pourcentage (axe de gauche) et en milliards de dollars au deuxième trimestre 2019 (axe de droite)



Point fort : Les richesses des 1 % les plus riches de la planète correspondent à plus du double des richesses cumulées de 6,9 milliards de personnes.

La richesse des milliardaires comparée à celle du reste du monde

- Ajustement : valeur des richesses ajustée pour être exprimée en prix de juin 2019.
- Déflateur : Consumer Price Index (CPI) du U.S. Bureau of Labor Statistics (données dans l'**Annexe 1**).

Oxfam a comparé la fortune des milliardaires de la liste *Forbes* à la richesse combinée des déciles inférieurs. D'après la richesse combinée des déciles, 60 % de la population mondiale détient quelque 8 200 milliards de dollars, soit moins que la fortune totale des 2 153 milliardaires dans le classement *Forbes* de mars 2019 (environ 8 800 milliards de dollars en prix de juin 2019).

Point fort : Les richesses sont fortement concentrées. En 2019, les milliardaires du monde entier, au nombre de seulement 2 153 personnes, se partageaient plus de richesses que 4,6 milliards de personnes.

La richesse des milliardaires comparée à celle des femmes

D'après le rapport du Credit Suisse de 2018, les femmes détiennent 40 % de la richesse mondiale. Ce chiffre affiche toutefois d'importantes variations régionales. Les femmes africaines, par exemple, possèdent entre 20 % et 30 % des richesses du continent. Avec une richesse totale de 4 119 milliards de dollars en 2019 dans cette région et en envisageant la part maximale détenue par les femmes (30 %), cela signifierait que les femmes africaines détiennent 1 235,7 milliards de dollars.

En se concentrant sur la fortune des hommes les plus riches (hommes milliardaires dans le classement *Forbes*), on constate que 22 d'entre eux détiennent une fortune combinée de 1 268 milliards de dollars.

Point fort : Les 22 hommes les plus fortunés au monde possèdent plus de richesses que l'ensemble de la population féminine d'Afrique.

3 ESTIMATION DE LA VALEUR (MINIMALE) DU TRAVAIL DE SOIN NON RÉMUNÉRÉ

Sources de données

Les données pour cet exercice proviennent de différentes sources.

Les données sur le *temps consacré au travail de soin non rémunéré*, y compris toutes les activités qui le composent (c.-à-d. les services domestiques pour son propre usage final au sein du foyer, les activités de soin pour les membres de la famille, les services communautaires et l'aide aux autres foyers) ont été fournies pour 76 pays par Jacques Charmes, auteur de *Dimensions of Resilience in Developing Countries: Informality, Solidarities and Care Work* (Springer, 2019), où il couvre le thème du travail de soin non rémunéré tel que mesuré par les enquêtes sur le temps consacré et évalue l'économie du soin en termes de produit intérieur brut (PIB) pour différentes zones géographiques. Les résultats de cette analyse sont également présentés dans le rapport de l'Organisation internationale du Travail (OIT) *Un travail et des emplois pour l'avenir du travail décent*⁵.

Les données sur les *salaires minimums* proviennent principalement de l'OIT et ont été complétées par des données issues du site <https://www.minimum-wage.org/international>. Pour les pays n'ayant pas de salaire minimum (c.-à-d. l'Italie et la Suède dans notre ensemble de données), le salaire de subsistance individuel moyen a été utilisé.



OIT – Salaires minimums :
<https://bit.ly/2qe6KkT>



Autre source pour les salaires minimums :
<https://www.minimum-wage.org/international>



Salaires de subsistance :
<https://wageindicator.org/salary/living-wage>

Les taux de conversion en parité de pouvoir d'achat (PPA) proviennent de la base de données Indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale.



Facteur de conversion PPA, consommation privée (unités de devises locales par \$ international) :
<https://databank.worldbank.org/reports.aspx?source=world-development-indicators>

Les estimations de la population pour différentes tranches d'âge proviennent des données de la Division de la population des Nations Unies.



World Population Prospects 2019 :
<https://population.un.org/wpp/Download/Standard/Population/>

Calculs d'Oxfam

Oxfam a utilisé une méthode fondée sur les intrants en remplaçant le coût par le salaire minimum légal. La méthode utilisée pour valoriser le travail de soin non rémunéré consiste à calculer le nombre d'heures consacrées chaque année au travail de soin non rémunéré, valorisé d'après le salaire minimum légal converti en PPA de 2018 et multiplié par le nombre de femmes dans une tranche d'âge donnée. Les enquêtes sur le temps consacré recueillent des informations pour différentes tranches d'âge (la Tanzanie, par exemple, recueille des informations pour une population de 5 ans et plus, et la France pour une population de 15 ans et plus). Aux fins de cet exercice, nous avons inclus toutes les femmes de 15 ans et plus. La valorisation du travail de soin non rémunéré se base en outre sur un temps plein de 40 heures par semaine ou 173 heures par mois.

La formule consiste à estimer le nombre total d'heures consacrées chaque mois aux activités de soin non rémunérées, à le valoriser d'après un salaire minimum mensuel pour un temps plein, à le multiplier par le nombre de femmes de 15 ans et plus, puis à multiplier le résultat par 12 pour obtenir un montant annuel.

$$Value\ Unpaid\ Care = (UC_{min/day} * \frac{(\frac{365}{12})}{60}) * \frac{MMW}{173} * \# Women_{Age \geq 15} * 12$$

Où :

$UC_{min/day}$ = Travail de soin non rémunéré en minutes par jour

MMW = Salaire minimum mensuel

$\# Women_{age \geq 15}$ = Nombre de femmes de 15 ans et plus

Pour finir, nous intégrons les résultats pour les 72 pays avec des données complètes afin d'obtenir un chiffre global. La liste des pays et les estimations finales sont présentées dans l'**Annexe 2**.

En conséquence, nous estimons que si nous valorisons le travail de soin non rémunéré d'après un salaire minimum, il aurait une valeur monétaire de quelque 10 800 milliards de dollars par an, avec 78 % du travail en question portant sur des tâches/services domestiques, 17 % sur des prestations de soins et 4 % sur des services communautaires.



Ces estimations partent du principe que le temps consacré aux activités de soin non rémunérées n'a pas évolué depuis les enquêtes, menées à différents moments selon les pays. Cela introduit certes un certain biais dans les mesures, mais celui-ci est très limité, le temps consacré par les femmes au travail de soin non rémunéré ayant diminué en moyenne d'une minute par an entre 1997 et

2012 (passant de 264 à 249 minutes)⁶.



Ce montant ne doit pas être considéré comme la véritable valeur du travail de soin non rémunéré car (1) il est valorisé d'après un salaire minimum et (2) il ne tient compte que des pays pour lesquels des informations sur le temps consacré sont disponibles. Cela signifie que la valeur réelle du travail de soin

non rémunéré est largement sous-estimée dans cet exercice.

À quoi correspondent 10 800 milliards de dollars ?

Forrester, une société de recherche et de conseil, estime que le marché mondial des technologies pesait au total quelque 3 200 milliards de dollars en 2018⁷.



<https://go.forrester.com/blogs/forrester-forecasts-5-1-growth-in-global-tech-market-in-2018-and-4-7-in-2019/>

Point fort : La valeur monétaire du travail de soin non rémunéré assuré par les femmes est d'au moins 10 800 milliards de dollars chaque année, soit trois fois la valeur du secteur des technologies à l'échelle mondiale.

4 IMPÔTS ET FINANCEMENT DU SECTEUR DU SOIN

IMPOSITION DE 0,5 % SUPPLEMENTAIRE SUR LA FORTUNE POUR LES 1 % LES PLUS RICHES

Sources de données

Les données concernant les recettes fiscales sur la fortune proviennent principalement de deux sources : la base de données mondiale des statistiques des recettes publiques de l'OCDE et les données macroéconomiques et financières du FMI. Ces deux sources couvrent un total de 111 pays : 78 par l'OCDE et 33 par le FMI (liste des pays et sources correspondantes disponibles dans l'**Annexe 3**). Concernant les pays couverts par les deux jeux de données, les données de l'OCDE ont été choisies. Pour les pays n'ayant aucune donnée dans les bases de l'OCDE ou du FMI, Oxfam a estimé les recettes fiscales sur la fortune en multipliant le taux effectif d'impôt sur la fortune des groupes de revenus du pays en question par la richesse totale.



OECD.Stat – base de données mondiale des statistiques des recettes publiques.
<https://stats.oecd.org/Index.aspx?lang=fr&SubSessionId=e0da6304-7f61-45f6-81de-31b059003cc4&themetreeid=18>



FMI – Government Finance Statistics: Revenue:
<http://data.imf.org/?sk=388DFA60-1D26-4ADE-B505-A05A558D9A42&slid=1479329334655>

Par ailleurs, les données sur la richesse des ménages (déduction faite de la dette) et sur la répartition de la richesse sont issues des documents *Global Wealth Report* et *Global Wealth Databook* du Credit Suisse.

Calculs d'Oxfam

Afin d'estimer ce que représenterait une imposition de 0,5 % supplémentaire pour les particuliers appartenant aux 1 % les plus riches dans chaque pays, Oxfam a estimé ce qui suit :

Richesse totale : estimation de la richesse (déduction faite de la dette) de l'ensemble des résident-e-s d'un pays, d'après les données du Credit Suisse pour l'année 2015. Bien que des données plus récentes soient disponibles, l'année 2015 a été retenue afin de correspondre aux données les plus récentes pour les recettes fiscales sur la fortune et les dépenses sociales.

Recettes fiscales sur la fortune : recettes publiques à tous les niveaux (c.-à-d. central, régional et local) issues de l'ensemble des impôts sur la fortune, y compris les impôts fonciers, les impôts sur les successions et les donations, les impôts sur la fortune nette et les taxes sur les opérations immobilières et financières (mais à l'exception des impôts sur les plus-values, comptabilisés comme des impôts sur le revenu) provenant des sources de l'OCDE et du FMI. Les données pour l'année 2015 sont utilisées car il s'agit de la dernière année avec des données pour la plupart des pays (111 pays).

Taux effectif d'impôt sur la fortune : estimé en divisant les recettes fiscales sur la fortune par la richesse totale.

Fortune des 1 % les plus riches : valeur nette des particuliers appartenant au centile supérieur dans la répartition de richesse du pays concerné. Il est important de remarquer qu'il ne s'agit pas des 1 % les plus riches dans le monde, mais des 1 % les plus riches dans chaque pays. Ces informations proviennent du Credit Suisse.

Dépenses requises pour créer des emplois et combler les carences dans le secteur du soin : L'OIT estime que les dépenses supplémentaires requises pour combler les carences dans le secteur du soin d'ici 2030 – couvrant deux cibles essentielles des Objectifs de développement durable 3 et 4 dans l'éducation (taux de scolarisation) et dans la santé (taux de couverture de la population globale et des personnes âgées en soins de longue durée) – s'élèvent à 3 500 milliards de dollars (en prix de 2015)⁸.

Imposition de 0,5 % supplémentaire sur la fortune des 1 % les plus riches : Oxfam estime que taxer les 1 % les plus riches de 0,5 % supplémentaire permettrait de dégager 418 milliards de dollars par an, soit 4 180 milliards de dollars sur les 10 prochaines années (aux environs de l'année 2030).

Les estimations sont présentées pour l'ensemble des pays regroupés par niveau de revenu dans le Tableau 1.

Tableau 1 : Résumé des estimations pour une imposition de 0,5 % supplémentaire sur la fortune des 1 % les plus riches dans le monde

Groupe de revenu	Richesse totale (en mds de dollars, 2015)	Recettes fiscales sur la fortune (en mds de dollars, 2015)	Taux d'impôt sur la fortune	Fortune des 1 % les plus riches (en mds de dollars, 2015)	Recettes potentielles issues de l'imposition de 0,5 % supplémentaire sur la fortune des 1 % les plus riches. (en mds de dollars, 2015)
<i>Pays à faible revenu</i>	341	0,6	0,18 %	86	0,4
<i>Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure</i>	9 923	25	0,25 %	4 450	22
<i>Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure</i>	58 952	265	0,45 %	19 687	97
<i>Pays à haut revenu</i>	206 291	1 228	0,60 %	60 378	298
<i>Monde</i>	275 507	1 519	0,55 %	84 601	418

Point fort : Une imposition de 0,5 % supplémentaire sur la fortune des 1 % les plus riches sur les 10 prochaines années permettrait de collecter autant que les investissements requis pour créer 117 millions d'emplois dans l'éducation, la santé et l'accompagnement des seniors, entre autres secteurs, et comblerait la carence dans ces domaines.

À l'instar des recettes fiscales sur la fortune actuellement perçues, les recettes supplémentaires potentielles pourraient être perçues au travers de divers impôts sur la fortune, notamment les impôts fonciers, sur les successions, sur la fortune nette et sur les transactions.

En supposant que les 1 % les plus riches soient soumis-es au même taux effectif d'impôt sur la fortune que le reste de la population (la moyenne mondiale est de 0,55 %), une hausse de 0,5 % reviendrait pratiquement à doubler les recettes de l'impôt sur la fortune des 1 % les plus riches par rapport à la situation actuelle. Certains pays appliquent déjà des taux effectifs d'impôt sur la fortune d'une telle ampleur, voire supérieurs, pour l'ensemble de leurs contribuables.

Tableau 2 : Trois premiers pays par taux effectif d'impôt sur la fortune, par groupe de revenu

	Taux effectif d'impôt sur la fortune
<i>Trois premiers pays parmi les pays à haut revenu¹</i>	
Luxembourg	1,29 %
Uruguay	1,27 %
Israël	1,21 %
<i>Trois premiers pays parmi les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure²</i>	
Kazakhstan	1,83 %
Colombie	1,42 %
Russie	1,05 %
<i>Trois premiers pays parmi les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure³</i>	
Maroc	1,09 %
Ouzbékistan	0,83 %
Swaziland	0,79 %
<i>Trois premiers pays parmi les pays à faible revenu⁴</i>	
Sénégal	0,48 %
Afghanistan	0,24 %
République démocratique du Congo	0,10 %

Notes :

¹ Parmi les 38 pays avec des données disponibles concernant les recettes fiscales sur la fortune et avec des données satisfaisantes concernant la richesse.

² Parmi les 11 pays avec des données disponibles concernant les recettes fiscales sur la fortune et avec des données satisfaisantes concernant la richesse.

³ Parmi les 25 pays avec des données disponibles concernant les recettes fiscales sur la fortune et avec des données concernant la richesse, quelle qu'en soit la qualité. Ces chiffres sont à prendre avec prudence.

⁴ Parmi les sept pays avec des données disponibles concernant les recettes fiscales sur la fortune et avec des données concernant la richesse, quelle qu'en soit la qualité. Ces chiffres sont à prendre avec prudence.

Toutefois, les 1 % les plus riches peuvent ne pas être soumis-es au même taux effectif d'impôt sur la fortune que le reste de la population. Nous ne pouvons pas estimer le taux effectif d'impôt sur la fortune des 1 % les plus riches à cause de l'absence de données sur la répartition des recettes fiscales sur la fortune. Bien qu'il y ait des raisons de penser que les 1 % les plus riches sont soumis-es à un taux effectif d'impôt sur la fortune supérieur à la moyenne de 0,55 % (du fait que certains impôts sur la fortune peuvent s'appliquer au-delà d'un certain seuil de richesse)⁹, d'autres facteurs concourent à l'inverse : les 1 % les plus riches ont en effet davantage d'opportunités d'échapper aux impôts, et ils détiennent une plus grande part de leur fortune sous forme de richesse financière que sous forme de patrimoine immobilier, ce dernier étant généralement plus taxé¹⁰.

Les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure ne lèveraient que 5 % du total requis, si bien qu'il faudrait augmenter l'aide pour transférer les recettes supplémentaires des pays à haut revenu vers les pays à faible revenu.

ANNEXES

ANNEXE 1 : US CONSUMER PRICE INDEX (CPI)

- Source : U.S. Bureau of Labor Statistics
- Titre de la série : All items in US city average, all urban consumers, not seasonally adjusted
- Saisonnalité : non corrigé des variations saisonnières
- Nom de l'enquête : CPI-All Urban Consumers (Current Series)
- Type de données mesurées : moyenne en milieu urbain aux États-Unis
- 1982–1984=100
- Tous les items, par mois

Tableau 3 : Indice des prix à la consommation aux États-Unis, janvier 2008 – septembre 2019

	Janv.	Févr.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
2008	211,1	211,7	213,5	214,8	216,6	218,8	220,0	219,1	218,8	216,6	212,4	210,2
2009	211,1	212,2	212,7	213,2	213,9	215,7	215,4	215,8	216,0	216,2	216,3	215,9
2010	216,7	216,7	217,6	218,0	218,2	218,0	218,0	218,3	218,4	218,7	218,8	219,2
2011	220,2	221,3	223,5	224,9	226,0	225,7	225,9	226,5	226,9	226,4	226,2	225,7
2012	226,7	227,7	229,4	230,1	229,8	229,5	229,1	230,4	231,4	231,3	230,2	229,6
2013	230,3	232,2	232,8	232,5	232,9	233,5	233,6	233,9	234,1	233,5	233,1	233,0
2014	233,9	234,8	236,3	237,1	237,9	238,3	238,3	237,9	238,0	237,4	236,2	234,8
2015	233,7	234,7	236,1	236,6	237,8	238,6	238,7	238,3	237,9	237,8	237,3	236,5
2016	236,9	237,1	238,1	239,3	240,2	241,0	240,6	240,8	241,4	241,7	241,4	241,4
2017	242,8	243,6	243,8	244,5	244,7	245,0	244,8	245,5	246,8	246,7	246,7	246,5
2018	247,9	249,0	249,6	250,5	251,6	252,0	252,0	252,1	252,4	252,9	252,0	251,2
2019	251,7	252,8	254,2	255,5	256,1	256,1	256,6	256,6	256,8			



U.S. Bureau of Labor Statistics, Consumer Price Index :
<https://www.bls.gov/cpi/tables/supplemental-files/historical-cpi-u-201909.pdf>

ANNEXE 2 : VALORISATION DU TRAVAIL DE SOIN NON RÉMUNÉRÉ D'APRÈS LE SALAIRE MINIMUM

Tableau 4 : Valeur minimale du travail de soin non rémunéré et des activités qui le composent

Pays	Total non rémunéré (en dollars à PPA de 2018)	Services domestiques (en dollars à PPA de 2018)	Prestations de soins (en dollars à PPA de 2018)	Services communautaires (en dollars à PPA de 2018)
Île Maurice	663 000 000	548 000 000	105 000 000	9 575 660
Cap-Vert	942 000 000	753 000 000	140 000 000	48 000 000
Kirghizistan	1 040 000 000	966 000 000	60 600 000	17 800 000
Mongolie	2 460 000 000	1 970 000 000	458 000 000	33 900 000
Macédoine	3 130 000 000	2 810 000 000	308 000 000	14 000 000
Japon	3 490 000 000	2 930 000 000	494 000 000	65 800 000
Arménie	3 970 000 000	3 390 000 000	586 000 000	
Estonie	4 380 000 000	3 640 000 000	520 000 000	218 000 000
Luxembourg	4 470 000 000	3 770 000 000	445 000 000	249 000 000
Bénin	4 820 000 000	4 120 000 000	698 000 000	
Moldavie	5 510 000 000	4 510 000 000	568 000 000	434 000 000
Albanie	5 870 000 000	5 050 000 000	803 000 000	18 700 000
Lettonie	5 950 000 000	5 270 000 000	398 000 000	281 000 000
Mali	6 080 000 000	6 080 000 000		
Uruguay	6 100 000 000	4 380 000 000	1 340 000 000	375 000 000
République dominicaine*	6 660 000 000			
El Salvador	8 150 000 000	4 860 000 000	1 750 000 000	1 540 000 000
Cameroun	8 480 000 000	6 800 000 000	1 520 000 000	160 000 000
Madagascar	10 000 000 000	8 450 000 000	1 270 000 000	316 000 000
Tanzanie	10 300 000 000	8 450 000 000	1 770 000 000	43 100 000
Lituanie	10 300 000 000	8 770 000 000	784 000 000	713 000 000
Ghana	11 200 000 000	7 900 000 000	2 700 000 000	612 000 000
Slovénie	11 500 000 000	10 100 000 000	1 200 000 000	201 000 000
Panama	11 600 000 000	7 740 000 000	3 270 000 000	578 000 000
Oman	12 400 000 000	12 400 000 000		
Kazakhstan	14 100 000 000	14 100 000 000		
Paraguay	14 300 000 000	9 600 000 000	4 200 000 000	467 000 000
Éthiopie	15 000 000 000	11 900 000 000	2 430 000 000	671 000 000
Azerbaïdjan	15 200 000 000	13 600 000 000	1 200 000 000	85 500 000
Cambodge	15 800 000 000	15 800 000 000		
Costa Rica	17 700 000 000	14 300 000 000	2 870 000 000	564 000 000
Iran	18 400 000 000	18 300 000 000		120 000 000
Tunisie	19 800 000 000	17 500 000 000	1 950 000 000	365 000 000
Bulgarie	21 600 000 000	19 400 000 000	1 160 000 000	1 090 000 000
Bélarus	25 900 000 000	21 700 000 000	2 840 000 000	1 330 000 000
Serbie	27 300 000 000	24 100 000 000	2 260 000 000	906 000 000
Nouvelle-Zélande	27 900 000 000	22 400 000 000	5 410 000 000	
Irlande	31 500 000 000	20 400 000 000	10 400 000 000	771 000 000
Hongrie	32 500 000 000	27 500 000 000	4 960 000 000	
Finlande	34 400 000 000	29 000 000 000	4 400 000 000	978 000 000
Suède	37 700 000 000	31 900 000 000	5 820 000 000	
Équateur	42 700 000 000	42 700 000 000		
Grèce	47 000 000 000	38 900 000 000	4 750 000 000	3 400 000 000
Danemark	49 300 000 000	40 000 000 000	7 110 000 000	2 230 000 000
Portugal	50 300 000 000	43 000 000 000	3 830 000 000	3 500 000 000
Autriche	51 800 000 000	42 800 000 000	7 520 000 000	1 540 000 000
Irak	60 400 000 000	52 500 000 000	7 870 000 000	
Belgique	66 000 000 000	57 400 000 000	8 640 000 000	
Afrique du Sud	66 600 000 000	56 700 000 000	8 440 000 000	1 460 000 000
Pérou	70 500 000 000	53 600 000 000	14 100 000 000	2 700 000 000
Algérie	71 600 000 000	64 700 000 000	6 890 000 000	
Roumanie	78 500 000 000	78 500 000 000		
Colombie*	92 700 000 000			
Thaïlande	102 000 000 000	82 300 000 000	18 400 000 000	1 780 000 000
Maroc	103 000 000 000	103 000 000 000		
Pays-Bas	117 000 000 000	87 700 000 000	19 300 000 000	9 640 000 000
Corée	174 000 000 000	138 000 000 000	33 300 000 000	2 770 000 000
Mexique	183 000 000 000	109 000 000 000	66 200 000 000	8 220 000 000
Pologne	188 000 000 000	141 000 000 000	30 500 000 000	16 200 000 000
Canada	216 000 000 000	180 000 000 000	30 000 000 000	6 000 000 000
Espagne	225 000 000 000	181 000 000 000	30 800 000 000	13 700 000 000
Australie	226 000 000 000	174 000 000 000	46 500 000 000	5 810 000 000
Italie	269 000 000 000	267 000 000 000		1 940 000 000
Pakistan	302 000 000 000	243 000 000 000	58 000 000 000	1 050 000 000
Turquie	362 000 000 000	258 000 000 000	44 700 000 000	60 000 000 000

Pays	Total non rémunéré (en dollars à PPA de 2018)	Services domestiques (en dollars à PPA de 2018)	Prestations de soins (en dollars à PPA de 2018)	Services communautaires (en dollars à PPA de 2018)
Royaume-Uni	394 000 000 000	306 000 000 000	54 400 000 000	34 000 000 000
France	399 000 000 000	343 000 000 000	52 800 000 000	3 410 000 000
Argentine	606 000 000 000	431 000 000 000	137 000 000 000	37 700 000 000
Allemagne	638 000 000 000	539 000 000 000	64 100 000 000	35 600 000 000
Inde	1 000 000 000 000	1 000 000 000 000		
États-Unis	1 480 000 000 000	1 080 000 000 000	245 000 000 000	150 000 000 000
Chine	2 600 000 000 000	1 710 000 000 000	845 000 000 000	33 800 000 000
Total	10 859 965 000 000	8 380 957 000 000	1 916 237 600 000	449 725 375 660

*Remarque : Le travail de soin non rémunéré n'est pas désagrégé en différentes activités pour la République dominicaine et la Colombie – seule la somme totale figure au tableau.

ANNEXE 3 : SOURCES DE RECETTES FISCALES SUR LA FORTUNE PAR PAYS

Tableau 5 : Liste des pays et source sur les recettes fiscales sur la fortune utilisée dans l'analyse

Pays	Source	Pays	Source
1 Afghanistan	FMI	36 Finlande	OCDE
2 Albanie	FMI	37 France	OCDE
3 Argentine	OCDE	38 Géorgie	FMI
4 Arménie	FMI	39 Allemagne	OCDE
5 Australie	OCDE	40 Ghana	OCDE
6 Autriche	OCDE	41 Grèce	OCDE
7 Azerbaïdjan	FMI	42 Guatemala	OCDE
8 Bahamas	OCDE	43 Honduras	OCDE
9 Barbade	OCDE	44 Hong Kong	FMI
10 Bélarus	FMI	45 Hongrie	OCDE
11 Belgique	OCDE	46 Islande	OCDE
12 Belize	OCDE	47 Inde	FMI
13 Bhoutan	FMI	48 Indonésie	OCDE
14 Bolivie	OCDE	49 Irlande	OCDE
15 Bosnie-Herzégovine	FMI	50 Israël	OCDE
16 Brésil	OCDE	51 Italie	OCDE
17 Bulgarie	FMI	52 Jamaïque	OCDE
18 Cameroun	OCDE	53 Japon	OCDE
19 Canada	OCDE	54 Kazakhstan	OCDE
20 Cap-Vert	OCDE	55 Kenya	OCDE
21 Chili	OCDE	56 Kiribati	FMI
22 Chine	FMI	57 Corée	OCDE
23 Colombie	OCDE	58 Kosovo	FMI
24 Costa Rica	OCDE	59 Lettonie	OCDE
25 Côte d'Ivoire	OCDE	60 Lituanie	FMI
26 Cuba	OCDE	61 Luxembourg	OCDE
27 Chypre	FMI	62 Macao	FMI
28 République tchèque	OCDE	63 Macédoine	FMI

	Pays	Source		Pays	Source
29	République démocratique du Congo	OCDE	64	Malaisie	OCDE
30	Danemark	OCDE	65	Malte	FMI
31	République dominicaine	OCDE	66	Île Maurice	OCDE
32	Équateur	OCDE	67	Mexique	OCDE
33	Égypte	FMI	68	Moldavie	FMI
34	El Salvador	OCDE	69	Mongolie	FMI
35	Estonie	OCDE	70	Maroc	OCDE

	Pays	Source		Pays	Source
71	Myanmar	FMI	97	Thaïlande	FMI
72	Pays-Bas	OCDE	98	Timor-Leste	FMI
73	Nouvelle-Zélande	OCDE	99	Togo	OCDE
74	Nicaragua	OCDE	100	Tonga	FMI
75	Niger	OCDE	101	Trinité-et-Tobago	OCDE
76	Norvège	OCDE	102	Tunisie	OCDE
77	Panama	OCDE	103	Turquie	OCDE
78	Paraguay	OCDE	104	Ouganda	OCDE
79	Pérou	OCDE	105	Ukraine	FMI
80	Philippines	OCDE	106	Émirats arabes unis	FMI
81	Pologne	OCDE	107	Royaume-Uni	OCDE
82	Portugal	OCDE	108	États-Unis	OCDE
83	Roumanie	FMI	109	Uruguay	OCDE
84	Fédération de Russie	FMI	110	Ouzbékistan	FMI
85	Rwanda	OCDE	111	Venezuela	OCDE
86	Saint-Marin	FMI			
87	Sénégal	OCDE			
88	Seychelles	FMI			
89	Singapour	OCDE			
90	République slovaque	OCDE			
91	Slovénie	OCDE			
92	Afrique du Sud	OCDE			
93	Espagne	OCDE			
94	Swaziland (Eswatini)	OCDE			
95	Suède	OCDE			
96	Suisse	OCDE			

NOTES

- 1 Voir National Geographic : <https://www.nationalgeographic.com/history/archaeology/giza-pyramids/>
- 2 Cette estimation ne tient pas compte des taux d'intérêt ou d'inflation. Le chiffre est estimé en totalisant le nombre de jours écoulés depuis 2 500 ans avant J.-C. jusqu'en 2019, en multipliant 10 000 dollars par ce nombre de jours, puis en estimant la part de richesse ainsi accumulée par rapport à la fortune moyenne des cinq hommes les plus riches d'après la liste Forbes de mars 2019.
- 3 10 000 dollars = 0,43 po ou 1,092 cm (selon <https://www.pagetutor.com/trillion/index.html> ; https://www.ehd.org/science_technology_largenumbers.php). Par conséquent : 1 md de dollars (1 000 000 000) = 109 222 cm = 1 092,2 m = 1,0922 km. La distance la plus courte entre la terre et l'espace est d'environ 100 km (voir <https://www.livescience.com/32154-can-airplanes-fly-into-outer-space.html>). Il s'agit de la frontière entre notre planète et l'espace suborbital. En 2019, la fortune nette de Jeff Bezos était de 131 milliards de dollars et celle de Bill Gates atteignait 96,5 milliards de dollars. Cela signifie qu'ils seraient assis respectivement sur des piles de 143 km et 105 km de haut, c'est-à-dire dans l'espace.
- 4 Pour une population totale de 7,7 milliards en 2019.
- 5 L. Addati, U. Cattaneo, V. Esquivel et I. Valarino (2018), Un travail et des emplois pour l'avenir du travail décent. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---gender/documents/publication/wcms_712833.pdf
- 6 Ibid, p. 69.
- 7 Ce chiffre est cohérent par rapport aux estimations réalisées par statista : <https://www.statista.com/statistics/886397/total-tech-spending-worldwide/>
- 8 Voir https://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS_712833/lang--fr/index.htm, p. 295.
- 9 Voir Development Finance International (2018), Wealth Taxes: A Huge Opportunity to Reduce Inequality (document non publié).
- 10 Voir C. Balestra et R. Tonkin (2018), Inequalities in household wealth across OECD countries: Evidence from the OECD Wealth Distribution Database. OCDE : Document de travail n° 88. [https://www.oecd.org/officialdocuments/publicdisplaydocumentpdf/?cote=SDD/DOC\(2018\)1&docLanguage=En](https://www.oecd.org/officialdocuments/publicdisplaydocumentpdf/?cote=SDD/DOC(2018)1&docLanguage=En) ; et Development Finance International (2018), Wealth Taxes: A Huge Opportunity to Reduce Inequality (document non publié).

Cette note méthodologique a été rédigée par Patricia Espinoza Revollo. Oxfam remercie Inigo Macias, Franziska Mager, Anam Parvez Butt, Alex Maitland et Didier Jacobs pour leur assistance dans sa réalisation. Elle accompagne le rapport 2020 d'Oxfam *Celles qui comptent : Reconnaître la contribution considérable des femmes à l'économie pour combattre les inégalités*.

<http://dx.doi.org/10.21201/2020.5419>

Pour plus d'informations ou pour toute remarque sur ce rapport, veuillez envoyer un courriel à Patricia Espinoza Revollo à l'adresse pespinozarevollo1@oxfam.org.uk.

© Oxfam International, janvier 2020

Ce document est protégé par droits d'auteur, mais peut être utilisé librement à des fins de plaidoyer, de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel : policyandpractice@oxfam.org.uk

Les informations contenues dans ce document sont exactes à la date de mise sous presse.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous l'ISBN 978-1-78748-543-3 en janvier 2020.

DOI : 10.21201/2020.5419

Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

OXFAM

Oxfam est une confédération internationale de 20 organisations qui, dans le cadre d'un mouvement mondial pour le changement, travaillent en réseau plus de 90 pays à la construction d'un avenir libéré de l'injustice qu'est la pauvreté. Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter www.oxfam.org

Oxfam Amérique (www.oxfamamerica.org)
Oxfam Australie (www.oxfam.org.au)
Oxfam-en-Belgique (www.oxfamsol.be)
Oxfam Brésil (www.oxfam.org.br)
Oxfam Canada (www.oxfam.ca)
Oxfam France (www.oxfamfrance.org)
Oxfam Allemagne (www.oxfam.de)
Oxfam GB (www.oxfam.org.uk)
Oxfam Hong Kong (www.oxfam.org.hk)
Oxfam IBIS (Danemark) (www.oxfamibis.dk)

Oxfam Inde (www.oxfamindia.org)
Oxfam Intermón (Espagne) (www.oxfamintermon.org)
Oxfam Irlande (www.oxfamireland.org)
Oxfam Italie (www.oxfamitalia.org)
Oxfam Mexique (www.oxfammexico.org)
Oxfam Nouvelle-Zélande (www.oxfam.org.nz)
Oxfam Novib (Pays-Bas) (www.oxfamnovib.nl)
Oxfam Québec (www.oxfam.qc.ca)
Oxfam Afrique du Sud (www.oxfam.org.za)
KEDV (Turquie) (<https://www.kedv.org.tr/>)

